

Argumentaire

Initiative sur la neutralité

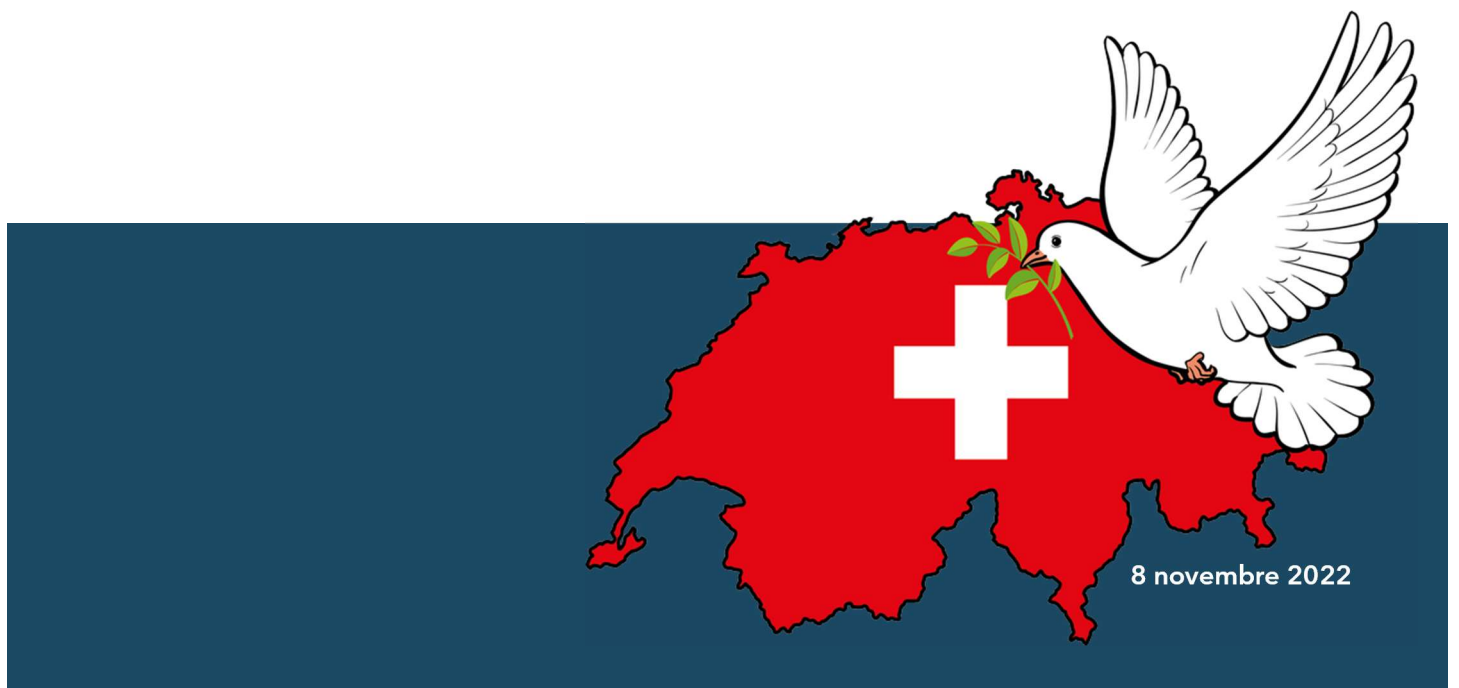


Table des matières

1. Ce que veut l'initiative « Sauvegarder la neutralité suisse ».....	2
2. Texte de l'initiative	3
3. Histoire de la neutralité suisse.....	3
4. La neutralité est une politique de paix.....	6
5. La neutralité garantit la liberté d'expression	7
6. Nouvelle interprétation de la neutralité	8
7. Différentielle - Active - Coopérative - Flexible.....	8
8. Le monde a besoin de la neutralité suisse.....	10



1. Ce que veut l'initiative « Sauvegarder la neutralité suisse » (initiative sur la neutralité)

- La « neutralité suisse » doit être préservée.
- La « neutralité suisse » doit s'appliquer de façon permanente et sans exception.
- La « neutralité suisse » doit être armée, avec une armée capable de défendre le pays et les gens en cas d'attaque.
- La Suisse ne doit adhérer à aucune alliance militaire ou défensive. (Seule exception : en cas d'attaque militaire directe contre la Suisse).
- La Suisse ne doit pas participer à des conflits militaires entre pays tiers.
- La Suisse renonce aux mesures coercitives non militaires, c'est-à-dire aux « sanctions » contre les États belligérants.
- La Suisse continue d'honorer ses engagements vis-à-vis de l'ONU.
- La Suisse empêche que d'autres États ne contournent les mesures coercitives non militaires à travers elle.
- La Suisse utilise sa neutralité permanente pour de « bons offices » afin de prévenir et de résoudre les conflits.
- La Suisse veut être respectée par tous les pays du monde en tant que pays stable et sûr.



2. Texte de l'initiative

Libellé de l'initiative sur la neutralité « Sauvegarder la neutralité suisse »

La Constitution fédérale est modifiée comme suit :

Art. 54a Neutralité suisse

¹ *La Suisse est neutre. Sa neutralité est perpétuelle et armée.*

² *La Suisse n'adhère à aucune alliance militaire ou défensive. Est réservée la coopération avec une telle alliance en cas d'attaque militaire directe contre la Suisse ou en cas d'actes préparatoires à une telle attaque.*

³ *La Suisse ne participe pas aux conflits militaires entre États tiers et elle ne prend pas non plus de mesures coercitives non militaires contre un État belligérant. Sont réservées ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies (ONU) et les mesures visant à éviter le contournement des mesures coercitives non militaires prises par d'autres États.*

⁴ *La Suisse fait usage de sa neutralité perpétuelle pour prévenir et résoudre les conflits, et elle met à disposition ses services en qualité de médiatrice.*

3. Histoire de la neutralité suisse

Depuis un demi-millénaire, la Suisse a développé une étonnante capacité à trouver un refuge pour son existence nationale à l'ombre des grandes puissances rivales. La neutralité de notre État secondaire a très peu à voir avec l'idéologie ou l'idéalisme, mais beaucoup avec le vécu. Si le frère aîné se bat avec quelqu'un du même âge dans la cour de récréation, le plus petit garçon ou la sœur, plus faible physiquement, restera à l'écart du conflit dans son propre intérêt. S'ils intervenaient, ils s'en sortiraient au mieux avec un nez ensanglanté.



Un modèle de réussite qui a fait ses preuves dans le passé

Au vu de l'expérience historique, personne ne peut sérieusement nier que la neutralité suisse est un modèle de réussite. L'alliance des Confédérés n'aurait guère survécu si, à ses débuts, les localités n'avaient pas adopté une « immobilité » réciproque et une médiation en cas de crise. Plus tard, notre pays divisé sur le plan confessionnel, ethnique et culturel n'aurait pas pu subsister sans cette neutralité face aux guerres de religion et à la fusion de nos pays limitrophes en grands États-nations.

La première déclaration officielle de neutralité de la Diète date du 28 mars 1674. Après la Révolution française et dans la tourmente des guerres napoléoniennes, la Suisse a connu la pire crise de neutralité de son histoire. Les français, ainsi que les alliés ligués contre eux, ont fait de notre pays un théâtre de guerre et une zone d'occupation. Étonnamment, la neutralité suisse en est sortie renforcée : le 20 novembre 1815, la Suisse obtient la reconnaissance internationale de sa neutralité au Congrès de Vienne. En 1907, le droit de la neutralité, qui est toujours valable aujourd'hui, a été codifié de manière satisfaisante dans le droit international à la Conférence de La Haye. Pendant les deux guerres mondiales, la Suisse neutre a réussi à faire respecter ses frontières par les États belligérants, non sans des efforts militaires conséquents, qui représentaient une charge énorme tant pour l'État que pour ses citoyens.

Points spécifiques de la neutralité suisse

Au cours des trois premiers siècles, la neutralité suisse était principalement au service de la politique intérieure, tandis qu'au cours des deux derniers, elle s'est mise au service de la politique étrangère. La Suisse n'a pas inventé la neutralité, mais lui a donné une empreinte caractéristique à différents égards. Son statut de neutralité est fondamentalement différent de celui des autres États.



La neutralité suisse est permanente, depuis 1815, on parle de « neutralité perpétuelle » en droit constitutionnel. La tradition de la neutralité suisse ne peut conserver son impact auprès des nations que si elle continue de produire ses effets et qu'elle se manifeste de manière nouvelle et intacte à chaque occasion qui se présente. La neutralité suisse est non alignée; aucune alliance défensive ou offensive avec d'autres États n'est permise à la Suisse neutre.

La neutralité suisse est armée. Notre pays s'est ainsi engagé dans la défense militaire et doit en tout temps garantir qu'aucune violence n'émanera de son territoire. La neutralité suisse est librement choisie et n'est en aucun cas dictée par des puissances étrangères. Au contraire, le Traité de Paris de 1815 a réaffirmé une pratique séculaire à la demande de la Suisse. Pour finir, la neutralité suisse était intégrale, c'est-à-dire complète, du moins jusqu'à récemment. Dans l'entre-deux-guerres, notre pays a participé temporairement aux sanctions économiques de la communauté internationale en adhérant à la Société des Nations. Au 20e siècle, cependant, la coopération économique avec les régions en crise était généralement régie par le principe du « courant normal », c'est-à-dire le maintien du volume des échanges commerciaux au niveau des années précédentes. Au début des années 1990, la Suisse a participé pour la première fois à des sanctions économiques internationales. Paradoxalement, elles ont été peu contestées ici. Affamer un peuple est-il plus louable que d'utiliser des armes ? Pourquoi s'attend-on à ce que les personnes touchées par la guerre de la faim et la perte d'emplois jugent toujours la Suisse neutre si elle y participe ?



4. La neutralité est une politique de paix

Tous les sondages récents le prouvent : plus de 90 pour cent des Suisses sont favorables à notre neutralité et la considèrent comme un élément extrêmement important de l'identité de notre État. Pourtant, de nombreuses personnalités influentes dans la politique, la culture et la société souffrent de l'absence de destin de notre petit État neutre. Elles aspirent à une « destinée », à des visions et à des actes spectaculaires. La neutralité limite sans aucun doute la marge de manœuvre et les activités de politique étrangère de notre gouvernement d'une manière exaspérante, voire douloureuse à leurs yeux. La neutralité leur offre peu d'actes héroïques et brille rarement sur le devant de la scène internationale. Mais elle ne laisse pas non plus de place à la nation pour l'ivresse de la victoire ou la fascination pour la guerre, que nous continuons de constater sans pouvoir l'expliquer de manière rationnelle. La neutralité nous préserve des émotions incontrôlées, d'une belligérance imprudente et nous invite à nous soucier de la cruauté et de la violence.

Elle représente bien plus qu'un simple refus de participer aux conflits. Elle signifie l'abandon volontaire de la politique étrangère de puissance. Vue sous cet angle, la neutralité suisse a les qualités d'une politique fondamentale de paix. La Suisse applique également le principe de paix sur lequel elle est fondée aux relations avec d'autres États et d'autres peuples. Si l'on considère que les peuples et les États sont violents et belliqueux par nature, chaque État qui se tient en dehors des combats rend notre monde un peu plus pacifique. La neutralité constitue également une base plus solide que le parti pris face à la menace du terrorisme mondial, car ceux qui se laissent entraîner dans les conflits deviennent des cibles à leur tour.



Les « bons offices » ne sont pas absolument pas l'apanage des pays neutres. L'expérience a cependant montré que les bénéficiaires accordaient une confiance particulière à la neutralité impartiale, qui renonce délibérément à la politique de pouvoir, forte de sa longue tradition. Le neutre a lui aussi intérêt à ne pas faire paraître son absence dans les conflits mondiaux comme une échappatoire ou une esquive, compensant ainsi ses réticences liées à la neutralité. L'octroi de l'asile aux véritables réfugiés, la Croix-Rouge, l'aide en cas de catastrophe, l'exécution du mandat de puissance protectrice, la Suisse, en tant que siège d'organisations internationales, devrait, selon des critères factuels, réfuter l'accusation d'égoïsme national à son encontre.

5. La neutralité garantit la liberté d'expression

Notre neutralité n'est pas une fin en soi ou une simple coutume. Elle assure plutôt notre indépendance, c'est-à-dire la liberté intellectuelle et morale d'un jugement indépendant en plus de la liberté politique. Notre État n'est pas une institution de la moralité, mais de la création et de la sauvegarde du droit. Ce n'est qu'une association spécifique et en aucun cas un gardien de la morale, que ce soit celle des citoyens ou de la communauté internationale. La création et la réalisation d'idéaux sont l'affaire des hommes, des familles, des églises, des associations, mais jamais de l'État. La neutralité politique a notamment pour but de garantir l'indépendance de notre jugement. L'État n'a pas le droit de nous faire adhérer, nous citoyens, à une ligne morale. Les propos moralisateurs de plus en plus fréquents de la Berne fédérale sur toutes sortes de problèmes internationaux sont critiquables et inacceptables. Nous, Suisses, exigeons du gouvernement, de la diplomatie et de l'administration qu'ils restent silencieux afin qu'ils ne parlent pas en notre nom quand ils devraient se taire. Pour qu'ils ne nous entraînent pas dans des conflits que les citoyens doivent ensuite subir et payer de leur portefeuille, voire de leur vie.



6. Nouvelle interprétation de la neutralité

Plus récemment, on a tenté avec beaucoup d'optimisme d'organiser ce monde par le biais d'organisations et d'institutions multinationales. La neutralité est alors apparue à beaucoup comme un vestige du passé et une entrave isolationniste. La réputation de la neutralité suisse auprès des puissances mondiales, quelque peu mise en doute après la Seconde Guerre mondiale, a en effet été provisoirement rétablie grâce à ses bons offices. Toutefois, dans le cadre de l'intégration européenne, notre maxime d'État est à nouveau remise en question. En fait, notre neutralité a historiquement évolué compte tenu des tensions entre nos voisins, et c'est vis-à-vis d'eux qu'elle a notamment dû faire ses preuves.

Mais la neutralité suisse a acquis un nouveau sens depuis ses origines : la mondialisation, si souvent évoquée, a conduit à un rétrécissement du monde, de sorte que chaque État ne doit plus déterminer sa politique vis-à-vis de ses voisins, mais vis-à-vis de tous les pays du monde. Notre politique de paix fondamentale, notre partenariat commercial mondial et nos bons offices constituent une excellente base à cet égard. Si nous transmettons aujourd'hui à notre neutralité ce sens élargi et contemporain, elle conservera encore longtemps sa légitimité.

Notre petit pays neutre a souvent été accablé par des revendications de pouvoir venant de l'extérieur. Aujourd'hui, ce n'est pas tant une puissance agressive qu'une idéologie de l'élargissement trop bruyante et moraliste qui nous défie. Si nous parvenons à résister à cette pression, notre État, grâce à sa neutralité, ne sera pas détruit, mais resurgira et se renforcera.

7. Différentielle - Active - Coopérative - Flexible

En 1917, Arthur Hoffmann, homme fort du Conseil fédéral, essaya d'obtenir une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne avec l'aide du socialiste Robert Grimm.



Lorsque les pays de l'Entente l'ont appris, une grave crise diplomatique de neutralité s'en est suivie, forçant Hoffmann à démissionner. Le ministre des affaires étrangères catholique-conservateur Giuseppe Motta entraîna la Suisse dans la Société des Nations en 1920 par le biais d'une votation populaire très disputée. Cette étape s'accompagnait d'une « neutralité différentielle » qui conduisit le pays à soutenir les sanctions économiques, mais pas les interventions militaires. Après l'occupation de l'Abyssinie par l'Italie, qui aurait conduit à de dangereuses sanctions contre son voisin fasciste du Sud, le Conseil fédéral a pu ramener la Suisse à la neutralité intégrale en 1938.

Dans l'après-guerre, tous les chefs du département des affaires étrangères ont suivi une trajectoire plus ou moins internationaliste. Si Max Petitpierre avait associé à la neutralité « l'universalité » et « la solidarité », Micheline Calmy-Rey (PS) a inventé la « neutralité active » en 2006. Son « Initiative de Genève » pour la paix au Moyen-Orient a été un échec retentissant, le résultat d'une tentative de jouer un rôle « actif » sur la scène mondiale. Le terme de « neutralité active » naît d'une pensée indisciplinée, car c'est une contradiction à lui seul : la neutralité correspond en effet toujours à une attitude passive. Pourtant, la « diplomatie de l'exemple » suisse, qui a fait ses preuves, est de plus en plus supplantée par une « diplomatie donneuse de leçons ». Les résultats de cette « activation » ne sont pas encourageants.

Aujourd'hui, la Suisse succombe de plus en plus à une politique rhétorique qui ne fait que répéter ce qui est déjà mis en pratique à l'international. C'est une politique qui consiste simplement à surfer sur la vague du mensonge, de l'hypocrisie, des boucs émissaires et des distinctions complaisantes entre le « bien » et le « mal ». Ce faisant, nous offensoons d'autres pays, contrarions nos partenaires commerciaux et déclenchons même des hostilités.

Récemment s'est ajoutée la « neutralité coopérative », inventée par Ignazio Cassis (PLR), qui va de pair avec l'acceptation inconditionnelle des sanctions de l'UE.



La « neutralité flexible » sera probablement également révélée dans un avenir proche.

La lassitude de la neutralité, qui a été enrayée à maintes reprises pour le bien du pays, s'est désormais inscrite dans la politique officielle de la Suisse.

8. Le monde a besoin de la neutralité suisse

La neutralité signifie que vous ne déclenchez ni ne participez aux guerres, même aux guerres économiques, à moins que vous ne soyez vous-même attaqué. La neutralité signifie la non-participation à des alliances militaires et politiques qui peuvent impliquer notre pays dans des conflits étrangers. Abandonner la neutralité « inconditionnelle » et « absolue », précipiterait la Suisse dans la spirale des conflits et des affrontements. Cette sagesse politique fait aujourd'hui largement défaut au Palais fédéral.

La neutralité exige puissance et fermeté. La participation est plus aisée. L'État neutre se méfie du jugement rapide, refuse de simplement diviser le monde entre le bien et le mal. Bien entendu, la neutralité n'oblige pas les Suisses à se taire, à être moralement indifférents aux injustices d'une guerre offensive. Mais elle oblige l'État, le Conseil fédéral et aussi l'Assemblée fédérale à l'humilité et à la retenue. Comme l'a dit l'historien Edgar Bonjour, la neutralité est un produit de la raison d'État. Inscrite aux articles 173 et 185 de notre Constitution, elle sert la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.

La neutralité suisse est le territoire vierge du monde, un lieu reconnu par tous, où les belligérants et les parties au conflit peuvent se rencontrer et dialoguer sans armes. Tant que la Suisse sera neutre, la paix aura une chance.

La Suisse a besoin de sa neutralité, le monde a besoin d'une Suisse neutre.

